

Garder le cap d'une paix juste entre Israéliens et Palestiniens



Christian_Picquet18 OCTOBRE 2023

Foin de ces arguties qui déshonorent leurs auteurs, tant elles s'éloignent des valeurs de dignité humaine et de fraternité entre les peuples, portées de tout temps par la gauche et, plus généralement, par les forces progressistes ! Certes, devant des événements de l'ampleur de ceux du 7 octobre sur le territoire israélien, qui demeureront gravés dans la mémoire collective à l'instar du 11 septembre 2001 à New-York ou du 13 novembre 2015 à Paris, chaque dépositaire d'une parole publique se doit de prendre le temps de l'analyse étayée et de la réaction raisonnée. Précisément, c'est ce qui me conduit à considérer que l'offensive menée par le Hamas, à partir de Gaza, relève du terrorisme le plus vil. Je parle bien, quoi qu'il en coûte à mon long engagement en faveur de la paix entre Israéliens et Palestiniens — et je dirai même au nom de cet engagement —, de terrorisme et non de « *crimes de guerre* ». Cette dernière catégorie du droit international s'applique, en effet, à des confrontations entre États lorsque leurs armées s'en prennent délibérément à des civils. En l'espèce, si l'enclave de Gaza est devenue un proto-État dirigé par ce Mouvement de la résistance islamique qui y a obtenu une majorité de suffrages à l'occasion du scrutin palestinien de 2006, avant de s'empresser d'interdire toute nouvelle consultation démocratique par la liquidation physique de ses opposants, les conditions dans lesquelles cette organisation a imposé sa dictature aux Gazaouis interdisent de la considérer comme la représentante d'un peuple « *en guerre* » contre l'État d'Israël. Pour me montrer encore plus clair, l'abominable boucherie perpétrée par des commandos islamistes enivrés de haine à l'encontre d'hommes, de femmes, d'enfants, voire de nourrissons dans leurs berceaux, n'aura visé qu'un unique objectif : non point affronter l'État auquel ils sont censés arracher l'indépendance des Palestiniens, mais porter la terreur parmi des populations désarmées qui ne pouvaient en aucun cas être assimilées à des « occupants », sauf évidemment à nier la légitimité de l'existence nationale israélienne. Les méthodes utilisées, ces femmes éventrées, ces bébés décapités, ces enfants envoyés lyncher d'autres enfants, ces scènes de torture filmées par les assaillants dans le but de les envoyer aux familles, ces kibboutznikim exécutés alors qu'ils tentaient de se cacher, ces otages raflés au hasard quel que fût leur âge, nous confrontent véritablement au premier pogrom de masse du XXI^e siècle. Elles sont, pour cette raison, totalement injustifiables, a

***fortiori* pour celles et ceux qui, comme moi, n'exonéreront jamais les gouvernants de Tel-Aviv, et singulièrement la coalition d'extrême droite actuellement aux affaires, des crimes qu'ils ont eux-mêmes commis. D'autant que, dans l'affrontement aussi long que particulièrement éprouvant qu'annoncent les derniers événements à la frontière de Gaza, avec les victimes innombrables qu'il coûtera aux deux peuples impliqués, s'opère un tournant majeur de la situation au Proche-Orient. Un tournant de nature à entraîner, du fait du caractère névralgique de la région, toute la planète dans un moment de convulsions aiguës et d'incertitudes aussi graves que la guerre russo-ukrainienne.**

La première dimension de ce tournant découle de la rupture opérée sous nos yeux avec plus d'un demi-siècle de combat du mouvement national palestinien. À partir du moment où ce dernier conquiert une existence indépendante des régimes arabes qui l'instrumentalisaient avant la guerre des Six-Jours, en 1967, laquelle avait vu Israël prendre le contrôle de territoires auparavant rattachés à l'Égypte, à la Syrie et à la Jordanie (Cisjordanie, Jérusalem-Est, bande de Gaza, plateau du Golan et péninsule du Sinaï), ses différentes composantes se retrouvèrent peu ou prou sur une conception stratégique inspirée de la « *guerre populaire prolongée* » mise en oeuvre en Amérique latine ou dans la péninsule indochinoise. Autrement dit, elles entendaient conduire une guérilla contre Tsahal, le mythe fondateur de cette résistance armée étant alors la bataille de Karameh qui avait vu, le 21 mars 1968, les fedayins affronter douze heures durant une colonne appuyée par des blindés et disposant d'un puissant appui aérien.

UNE TERRIBLE RUPTURE D'HISTOIRE

Il exista bien, dans la longue période qui suivit, des épisodes terroristes, marqués par des prises d'otages ou des attentats aveugles — le plus marquant, et le plus terrible, ayant été l'exécution d'athlètes israéliens à l'occasion des jeux Olympiques de Munich en 1972 —, mais le coût politique qu'ils engendrèrent pour les formations concernées amena vite à l'abandon de cette dérive, suicidaire dans tous les sens du terme. D'actes de terreur, il finit par ne plus être question, sauf à l'initiative de phalanges minoritaires, voire groupusculaires et financées par certaines capitales arabes, portant la mort contre des civils israéliens ou des Juifs à travers le monde. La disproportion des forces en présence — Israël possédant une armée forte de quelque 300 000 soldats face à quelques dizaines de milliers de combattants — ne pouvait qu'amener, par étapes successives, à un recentrage de la pensée politique et stratégique palestinienne.

Il n'est pas dans l'objectif de cette note d'entrer dans les détails d'une trajectoire aussi tourmentée que l'avaient auparavant été celles de la plupart des luttes de libération nationale. Retenons simplement que la prise en compte des rapports de force réels, conjuguée à l'enracinement devenu incontournable de la nation israélienne, fit vite tomber les illusions qu'avait engendrées l'essor des luttes révolutionnaires et anticolonialistes, sur tous les continents, dans les décennies soixante et soixante-dix. Il devait en découler l'abandon, par les organisations palestiniennes dominantes, du discours initial exaltant la lutte armée contre « *l'entité sioniste* ».

Dès 1974, avec le XII^e Congrès national palestinien, l'Organisation de libération de la Palestine se rapprochait de ce qui allait finalement devenir son objectif : la création d'un État en Cisjordanie et à Gaza. Tout en maintenant la visée, de plus en plus théorique au fil des années, d'une structuration étatique unique où Juifs et Arabes coexisteraient, la « Résistance palestinienne » se proposait d'instaurer un pouvoir national indépendant « *sur toute partie de la Palestine dont Israël se serait retiré* », ce qui revenait *de facto* à reconnaître Israël. On s'achemina ainsi, avec la constitution par exemple d'un « *Front national palestinien* » destiné à structurer la société civile des territoires occupés, vers la réorientation du combat national vers ces derniers, le renoncement au concept de guerre de guérilla opérant à partir des États arabes limitrophes, la remise en question progressive de la lutte armée, et le surgissement parmi les dirigeants palestiniens d'une réflexion essentielle sur une « *résistance populaire non armée* ». Une évolution qui allait amener au déclenchement de la première Intifada, le 8 décembre 1987, qui prit la forme d'une mobilisation populaire de masse non armée, laquelle devait prendre le nom de « *soulèvement de la terre occupée* ». Cette décision historique accompagna, on le sait, l'ouverture des pourparlers dont devait sortir le processus d'Oslo et la révision de la Charte de l'OLP, reconnaissant l'État d'Israël. Quiconque est de bonne foi conviendra dès lors que, rien dans cette histoire, ne se confond avec les crimes du Hamas en cet automne meurtrier, même si l'on se réfère aux années où une conception militarisée prévalait au sein de la « Résistance palestinienne »...

On connaît la suite : le torpillage des accords signés par Yitzhak Rabin et Yasser Arafat à la suite de l'assassinat du Premier ministre israélien par un colon d'extrême droite ; la poursuite et même l'accélération de la colonisation des territoires occupés par les gouvernements (de gauche comme de droite) qui se succédèrent ensuite à la tête d'Israël ; la montée en puissance du Hamas, répondant au massacre de fidèles musulmans, en 1994, à Hébron, par un fanatique juif, au moyen de ce que ce

mouvement baptisa « *opérations-martyrs* » ; le début de la crise de perspectives et de la fragmentation mortifère du mouvement national palestinien ; le déclenchement de la deuxième Intifada, dans la foulée de la venue provocatrice d'Ariel Sharon sur l'esplanade de la mosquée Al-Aqsa, en septembre 2000, soulèvement cette fois militarisé avant d'être écrasé par Tsahal ; l'imbécile et froide décision du travailliste israélien Ehud Barak de faire échouer, pour des raisons misérablement électoralistes, les pourparlers de Taba, en 2001, mettant un terme définitif aux négociations entre Israéliens et Palestiniens ; le retrait de Gaza, décidé par le gouvernement Sharon, pour mieux transformer ce chaudron minuscule en cette « *prison à ciel ouvert* » qu'il est devenu jusqu'à maintenant ; l'extension incessante des colonies de peuplement, l'expropriation de paysans palestiniens en grand nombre et la construction d'un sinistre « *mur de séparation* » réduisant la Cisjordanie à une série d'enclaves sans continuité territoriale, conjuguées à l'appropriation rampante de cette capitale symbolique qu'est la vieille ville de Jérusalem pour les peuples arabes et les musulmans ; le lent et incessant pourrissement de la situation, débouchant sur la victoire des islamistes à Gaza, suivi de l'agonie interminable de l'Autorité palestinienne issue d'Oslo, enlisée dans une corruption l'ayant rapidement privée de tout moyen de se faire entendre et respecter...

DEUX PEUPLES PRIS AU PIÈGE DU FANATISME

Ce long rappel des phases successives qui ponctuèrent la lutte pour l'autodétermination identifie parfaitement la source de l'impasse où elle se retrouve présentement. 56 années d'occupation des territoires conquis à la faveur de la guerre gagnée en six jours sur les armées arabes, 17 années de blocus effroyable infligé à la bande de Gaza avec pour effet d'enfoncer ses habitants dans le plus terrible des dénuements, les opérations militaires organisées en série pour soumettre tout un peuple à une humiliation permanente, les bombardements et autres crimes de guerre régulièrement pratiqués par des généraux n'ayant jamais eu à en répondre devant une juridiction internationale, la confiscation des terres de Cisjordanie et l'accaparement de leurs richesses naturelles, les coups portés avec une précision chirurgicale contre les composantes laïques du camp palestinien dans l'objectif de priver celui-ci de ses meilleurs représentants — à l'instar de la haute figure du Fatah qu'est Marwan Barghouti, expédié dans une cellule jusqu'à la fin de ses jours par une justice israélienne lui reprochant d'avoir été à la tête des deux Intifadas — n'ont fait que rendre incandescente une rage s'alimentant au sentiment de l'impuissance devant une injustice à laquelle la communauté internationale ne cessa de consentir. Cette rage qui explique pour partie que la « rue »

palestinienne et arabe puisse croire que le Hamas vient de venger un honneur trop longtemps bafoué.

Celles et ceux qui mettent l'accent sur ces ressorts de la tragédie proche-orientale s'avèrent incontestablement dans le vrai. À une réserve près, toutefois, dont chacune et chacun conviendra qu'il ne s'agit pas d'une nuance : on ne saurait ignorer le facteur propre que représente le Hamas dans l'engrenage qui amène, de part et d'autre, à relever des victimes civiles par milliers. Beaucoup espèrent longtemps que l'organisation islamiste, qui se rattacha dès l'origine aux Frères musulmans, c'est-à-dire à un courant que l'on qualifierait volontiers ici de fascisant, finirait par infléchir son orientation et ses modes d'action à mesure qu'il enracinait son influence dans la société palestinienne. Il n'en a rien été...

De fait, les abominations perpétrées ce 7 octobre par les brigades Ezzedine Al-Qassam trouvent leurs fondements politiques et idéologiques dans le projet totalitaire d'une « *guerre sainte* » aux couleurs de la Palestine. Le Hamas affiche en effet une visée, un programme et une méthode dont aucun acteur de la solidarité avec la Palestine ne peut être dupe. À moins, naturellement, de les partager, de penser que la fin justifie les moyens, ou de consentir à jouer les « idiots utiles » d'un courant dont le but n'est nullement l'émancipation de la nation palestinienne.

La visée du mouvement n'est ainsi rien d'autre que l'instauration de la loi de Dieu sur les êtres humains. Sa charte fondatrice, adoptée en 1988 et sur laquelle il n'est jamais revenu en dépit d'un complément datant de 2017, stipule par exemple, dès son article premier, que « *l'islam est sa règle de vie ; il en tire ses idées, ses concepts de même que ses points de vue sur l'univers, sur la vie et sur l'homme ; c'est à lui qu'il se remet pour juger de l'ensemble de ses pratiques et c'est de lui qu'il tire ses indications de la Voie droite sur laquelle il met ses pas.* »

Son programme n'est pas la proclamation de l'État indépendant attendu par une nation dépossédée, comme d'aucuns l'imaginent, mais la création d'une théocratie, d'un califat islamique. L'article 6 de la charte est, à cet égard, des plus limpides : « *Le Mouvement de la Résistance islamique est un mouvement palestinien spécifique qui fait allégeance à Dieu, fait de l'islam sa règle de vie et oeuvre à planter l'étendard de Dieu sur toute parcelle de la Palestine. (...) En l'absence de l'islam, les luttes apparaissent, l'injustice se développe, la corruption se répand, les conflits et les guerres surviennent.* » À bien lire, il ne peut donc subsister le moindre élément de pluralisme ou de diversité dans la société dont le Hamas prétend jeter les bases.

Quant à la méthode prônée pour faire prévaloir ce dessein, elle a pour nom la violence. En son article 8, la charte annonce entre autres que « *Allah est son but, le prophète son modèle, le Coran sa Constitution, le Jihad son chemin et la mort sur le chemin de Dieu la plus éminente de ses espérances.* » Les Juifs en sont les premières cibles désignées, promises à l'éradication, la charte ne parlant jamais des Israéliens mais au mieux des « *nazis-sionistes* », rejetant toute idée de partage de la Palestine, et définissant au contraire cette dernière comme une terre devant être nettoyée de tout ce qui contrarie l'influence islamique. Son article 7 va jusqu'à exciper d'un très fameux hadîth : « *Le Mouvement de la résistance islamique aspire à l'accomplissement de la promesse de Dieu, quel que soit le temps nécessaire. L'Apôtre de Dieu — que Dieu lui donne bénédiction et paix — a dit : "L'Heure ne viendra pas avant que les musulmans n'aient combattu les Juifs (...), avant que les Juifs ne se fussent cachés derrière les pierres et les arbres et que les pierres et les arbres eussent dit : "Musulman, serviteur de Dieu ! Un Juif se cache derrière moi, viens et tue-le".* » Les scènes de barbarie de ce 7 octobre ne renvoient-elles pas à cette prose morbide ayant façonné l'imaginaire des miliciens jihadistes ?

Plus personne n'ignore désormais que, au plus haut niveau de la droite ultrasioniste, il se trouva des docteurs Folamour croyant habile d'encourager et financer le développement de ce monstre, dans l'espoir que cela affaiblirait l'OLP et ruinerait toute possibilité d'aboutir à une solution à deux États. Ce calcul cynique ne fut pas sans résultat, la domination de la scène palestinienne par le terrorisme intégriste menaçant à présent de transformer une lutte pour le partage de la terre et la reconnaissance des droits nationaux d'un peuple en un antagonisme ethnique et religieux, par définition sans fin. À ceci près que, contrairement aux pronostics des apprentis-sorciers de Tel-Aviv, le peuple israélien a fini, à son tour, par en payer le prix.

DANGER D'INSTRUMENTALISATION ET D'EMBRASEMENT

La menace, pour ces deux peuples piégés par des fanatismes rivaux autant qu'objectivement complices dans leur volonté d'empêcher toute issue politique à un conflit de souveraineté, devient littéralement apocalyptique en recoupant les affrontements entre puissances dans une région du monde particulièrement convoitée. La sophistication et l'inventivité de l'attaque du 7 octobre, les moyens déployés au service de celle-ci, l'importance de l'armement des commandos jihadistes signent, de toute évidence, l'implication du régime iranien. Menacés d'isolement par le projet américano-israélien d'un « *nouveau Moyen-Orient* » se déployant à travers les fameux accords

d'Abraham (associant Israël et les États-Unis aux Émirats arabes unis, à Bahreïn, au Soudan et au Maroc), qui allaient incessamment s'étendre à la monarchie saoudienne, les mollahs voient en effet leur retour sur la scène régionale consacré par le coup d'éclat du Hamas.

En lieu et place de l'illusion développée jusqu'alors d'un Proche-Orient en voie de pacification grâce à l'instauration de relations diplomatiques entre Israël et une partie des États arabes, la question palestinienne disparaissant de ce fait des radars, c'est une configuration hautement instable et éruptive qui menace de s'embraser. Le processus dit d'Abraham est durablement déstabilisé, le 7 octobre étant venu rappeler aux dirigeants arabes impliqués à quel point ils étaient en décalage avec leurs opinions publiques. Israël ressort profondément ébranlé de l'assaut islamiste qui vient de le frapper, et il a étalé publiquement ses fragilités militaires autant que l'affaiblissement politique interne que lui cause l'action de la coalition suprémaciste et religieuse qui s'est installée à sa tête. La relation opérationnelle établie, sous égide iranienne, entre les milices fondamentalistes des pays voisins, chiïtes aussi bien que sunnites, ce qui constitue l'une des grandes nouveautés de la situation, peut à tout instant démultiplier les théâtres de confrontation armée. Autant de facteurs dont le premier effet s'avère la réapparition de la Russie et de la Turquie dans ce grand jeu de dominos, l'une comme l'autre affirmant leurs prétentions à être actrices de la redéfinition à venir de l'ordre régional.

En retour, l'administration Biden vient d'expédier deux porte-avions en Méditerranée, ce qui traduit tout à la fois sa forte inquiétude devant un possible changement de donne mettant ses plans en échec, et sa volonté de délivrer un avertissement à Téhéran comme à quiconque voudrait lui contester la prééminence dans une zone qu'elle considère comme une chasse gardée. Dans le contexte déjà brûlant d'une globalisation capitaliste en pleines convulsions, alors que des guerres ensanglantent l'Ukraine et le Caucase sur fond de rivalités entre grandes puissances pour le contrôle de l'approvisionnement énergétique du monde occidental, cette brusque montée des enchères peut rapidement dégénérer, entraînant des dynamiques difficilement maîtrisables.

Les peuples n'ont, évidemment, rien à gagner dans cette spirale de mort qui, loin de les rapprocher de leurs attentes, les transformera en chairs à canon. Instrumentalisés par des enjeux parfaitement étrangers à leurs intérêts et aspirations, les Palestiniens seront les premiers à en faire les frais. C'est la raison pour laquelle c'est une faute politique majeure, de la part de certaines forces progressistes, de croire qu'il leur faut « *choisir leur camp* », et accepter ce faisant l'idée que le pogrom à

l'intention génocidaire déclenché le 7 octobre pourrait être un acte de résistance conduit au nom du peuple palestinien. Lorsque l'on se veut de gauche, ou plus généralement attaché à l'intérêt général humain, il n'est qu'un seul parti à prendre : celui de la paix, de la justice et de la démocratie, de l'universalité des droits de tous les peuples et de toutes les nations, donc du rejet absolu de tous les ethnicismes et de tous les fondamentalismes qui les opposent irrémédiablement.

S'ENGAGER SANS RIEN CÉDER À LA CONFUSION

Sans doute, peut-on s'expliquer que, dans les territoires soumis à la loi des colons israéliens, il se trouve des hommes et des femmes pour applaudir aux massacres du Hamas, et que l'on entende des propos tels que : « *Ça fait 75 ans qu'on souffre. Maintenant, c'est au tour des Israéliens* » (*Le Monde*, 17 octobre 2023). Doit-on, pour autant, s'adapter ici à cette colère lorsque l'on prétend vouloir mettre fin à une effusion de sang rendant chaque jour plus hermétique l'impasse politique dans laquelle s'enlise toute la région ? La réponse ne peut qu'être négative.

On ne peut, dès lors, éprouver que de la colère, lorsque des personnalités ou des formations politiques, dont on eût attendu qu'elles placent leurs pas dans ceux du Jaurès qui exhortait le mouvement socialiste de son époque à faire de la paix le plus grand des combats, se montrent incapables de qualifier les abominations du 7 octobre pour ce qu'elles sont : du terrorisme. Ne tournons pas autour du pot : je parle notamment du groupe dirigeant de La France insoumise. C'est même de la nausée que l'on sent monter en soi lorsque l'une de ses députées — je n'ai même plus plus envie de prononcer son nom — a l'ignominie de considérer que les actes du Hamas relèveraient de la « *résistance* » d'un peuple à l'oppression qu'il subit.

Quelles considérations sordides, selon lesquelles il faudrait radicaliser sans limite son discours pour s'adapter aux attentes — réelles ou imaginées — de certaines franges de l'électorat, peuvent bien amener à se retrouver aux frontières de la complaisance avec un ennemi implacable de l'émancipation humaine ? Quel aveuglement devant le danger d'aggraver par une telle attitude les replis communautaristes au sein de la nation française, conduit à devenir un obstacle majeur à la mobilisation rassembleuse à même de faire vivre un chemin crédible de paix et de justice entre les deux peuples qui se font face ?

Sur un tout autre plan, je ne peux me résoudre à entendre mes amis palestiniens, dont j'ai tant apprécié dans le passé les raisonnements empreints d'humanisme, tenir maintenant des propos tel

celui d'Elias Sanbar, l'ancien ambassadeur de l'OLP auprès de l'Unesco, dans une récente interview : « *L'opinion publique doit comprendre que nous sommes également face à une guerre légitime contre une armée d'occupation. (...) Les crimes de guerre sont consubstantiels à toute guerre* » (*Le Monde*, 13 octobre 2023). Pardonne-moi, Cher Elias, mais savoir, en des instants tragiques, dire la vérité quitte à aller à contre-courant des pulsions de vengeance qui surgissent naturellement, c'est faire vivre une alternative au pire. Tu le sais autant que moi, ce sont les méthodes utilisées qui déterminent les fins, et non celles-ci qui justifieraient n'importe quels moyens. En l'occurrence, le terrorisme abject ne promet aucune libération au peuple palestinien, mais un nouvel asservissement. Je rejoins, pour ma part, l'opinion de Madame Delphine Horvilleur lorsqu'elle nous conjure de ne pas « *nous enfermer dans un entre-soi d'empathies sélectives, une impossible confiance en la parole de l'autre parce qu'il n'a pas su être là. Nous avons le devoir, à distance, d'être les ultimes gardiens d'humanité* » (*Le Monde*, 17 octobre 2023). Garder le cap de nos valeurs et principes les plus essentiels se révèle d'autant plus déterminant que nous entrons dans une période où, de part et d'autre, la tendance sera à déshumaniser ceux que l'on prétend combattre.

CONTRE LE TERRORISME ABJECT ET LES CRIMES DE GUERRE IGNOMINIEUX

Le pouvoir de Benyamin Netanyahu, dans la mesure où il vient d'illustrer sa totale inaptitude à protéger les citoyens de son pays, trop occupé qu'il était à mobiliser les forces de sécurité autour des colons de Cisjordanie, croit jouer sa survie en se lançant dans une escalade terrifiante contre Gaza. Vouloir infliger une punition collective à plus de deux millions d'hommes, de femmes, d'enfants, n'est d'aucune manière une réponse légitime au terrorisme. Si Israël a le droit de vivre en sécurité, s'il est en droit de mettre hors d'état de nuire les commandos qui l'ont attaqué et menacent de récidiver dans l'horreur, et s'il serait parfaitement légitime qu'il veuille que les chefs du Hamas fussent capturés afin de les déférer devant la Cour pénale internationale, la loi du Talion, invoquée par ses gouvernants actuels, revient à prendre en otages des innocents.

Après l'avoir d'abord privée d'eau, d'électricité et de nourriture, après l'avoir écrasée sous les bombes, après que l'on ait cherché à vider le nord de l'enclave d'une grande partie de ses habitants — ce qui est non seulement inhumain mais proprement illusoire —, voilà que l'on se prépare à poursuivre l'entreprise destructrice par une opération terrestre qui se soldera par des milliers de morts supplémentaires. Palestiniennes autant qu'israéliennes d'ailleurs, tant il est probable que le prix en sera également élevé dans les rangs de Tsahal. Nous ne sommes pas ici dans une riposte

proportionnée, mais devant des crimes de guerre consistant, au nom du droit de se défendre, à bafouer encore une fois le droit international et la Convention de Genève.

Inadmissibles sont, à cet égard, les propos de certains généraux israéliens reprochant aux Gazaouis de ne pas avoir renversé l'administration islamiste avant les horreurs du 7 octobre ! Les observateurs ont pourtant amplement révélé que leurs mouvements de protestation avaient été brisés par les commandos qui ont, par la suite, massacré des Israéliens désarmés. La chercheuse Stéphanie Latte-Abdallah le rappelle, sans être manifestement écoutée à Tel-Aviv : « *Les Gazaouis subissent l'autoritarisme du Hamas, qui est très conservateur en matière de mœurs et a fait fermer de nombreux lieux de culture. Il y avait sept cinémas à Gaza, il n'y en a plus un seul ! Beaucoup de petits mouvements de contestation, comme le Printemps palestinien, les mouvements Badna kahraba ("Nous voulons de l'électricité"), Badna nahish ("Nous voulons vivre") ont vu le jour ces dernières années avant d'être durement réprimés* » (*La Croix*, 16 octobre 2023). En clair, on condamne des Palestiniens ayant déjà subi d'interminables années d'enfermement, conjuguées à une oppression obscurantiste de tous les instants, à la triple peine...

Innommables sont, par conséquent, les insultes de ce ministre israélien traitant les habitants de Gaza « *d'animaux* ». Cette négation de l'humanité de celles et ceux que l'on se prépare à tailler en pièces entre bien dans le registre de tous les fascismes, elle dit bien ce qu'est l'équipe en place à Tel-Aviv. Cette dernière vise, en assimilant le peuple gazaoui à ses bourreaux, à préparer les esprits à un bain de sang, et à effacer des mémoires que Gaza, à l'image du reste de la Palestine, espéra un jour ardemment en la paix. On doit au journaliste Renaud Girard de nous le rappeler, en faisant revivre ses souvenirs professionnels : « *Lorsque Arafat et Rabin se serrèrent la main sur la pelouse de la Maison Blanche le 13 septembre 1983, je séjournais à Gaza, comme envoyé spécial du Figaro. Les télévisions diffusaient en direct la cérémonie de signature à Washington des accords qui avaient été secrètement négociés à Oslo. Une immense clameur s'éleva dans la ville, qu'occupait alors l'armée israélienne. Toute la population se précipita dans les rues, et je vis des adolescents palestiniens se jeter sur les soldats israéliens gardant les bâtiments publics, pour les embrasser. Ce soir-là, je crus vraiment qu'on approchait de la fin du conflit israélo-palestinien* » (*Le Figaro*, 10 octobre 2023). Voilà bien l'occasion historique que des dirigeants aveuglés par un désir de toute-puissance ont manqué de saisir...

LE BESOIN D'UNE FRANCE À L'INITIATIVE

Il est de la dernière urgence de faire prévaloir l'exigence de paix entre des peuples qui n'ont que trop souffert. Le nouveau déluge de fer et de feu qui, à l'heure où ces lignes sont écrites, menace de s'abattre sur Gaza, dont une grande partie des résidents a pris le chemin de l'exode sans savoir où elle pourrait trouver un abri sécurisé, va représenter un désastre humain et une catastrophe sanitaire. Il peut également précipiter le Proche-Orient dans un authentique cataclysme. La communauté internationale, dont la responsabilité est pleinement engagée dans la descente aux enfers de cette région du fait de son inaction des dernières décennies, doit exiger que les otages détenus par le Hamas soient libérés sans délai ni conditions, qu'un cessez-le feu intervienne, et que l'État d'Israël laisse parvenir aux Gazaouis une aide humanitaire d'une exceptionnelle ampleur.

Plus généralement, ce que démontrent les derniers jours, c'est qu'aucune stabilité ne se rétablira au Proche-Orient sans que la résolution de la question palestinienne ne fût remise à l'ordre du jour. Les conditions d'un partage de la terre de Palestine sont connues, elles ont été fixées par tous les textes adoptés par les Nations unies depuis 1967 : l'arrêt de la colonisation de la Cisjordanie et de l'annexion de Jérusalem-Est, la construction de deux États souverains et viables, dont les frontières et la sécurité seraient garanties par l'ONU, les moyens pour l'État de Palestine de se doter d'un développement autocentré.

Bien des voix avouent désormais le désespoir qui les étreint devant la politique du fait accompli mise en oeuvre par les dirigeants israéliens, celle-ci ayant fini par rendre impossible, en l'état actuel des choses, la solution à deux États. Ne cédon's toutefois pas à l'illusion que constitue l'idée de structuration étatique unique, à laquelle ni les Palestiniens, ni les Israéliens ne se montrent prêts, a fortiori dans le contexte du torrent de haines et de l'accumulation de violences auxquels on assiste actuellement. Une coexistence future suppose, après tant d'années de face-à-face dévastateur, que le peuple nié dans ses droits puisse exercer sa souveraineté dans un cadre qui lui fût propre. Il ne nous faut jamais oublier, pour éviter la tétanie qui peut s'emparer de chacune et chacun d'entre nous devant une abomination chaque jour renouvelée, qu'en matière de diplomatie, comme en politique plus généralement, là où surgit une volonté, il existe un chemin. Le spécialiste en géopolitique Frédéric Encel rappelle opportunément quelques faits : « *En 1982, à la suite des accords de paix de Camp David de 1978, toujours solides à ce jour, Israël évacuait la totalité des bases et des huit implantations du Sinaï égyptien ; le Premier ministre était alors pourtant le faucon Menahem Begin. En 2005, Israël évacuait les bases et les vingt colonies de peuplement de la bande de*

Gaza. (...) Ces deux épisodes factuels et incontestables autorisent à penser qu'une troisième évacuation pourrait avoir lieu, avec rectification négociée de frontières et maintien de zones habitées en contrepartie de cessions territoriales sur le sol israélien. Lubie ? Certes pas, tout cela ayant déjà été amplement discuté autour du sommet de Camp David II de juillet 2000 » (L'Humanité, 16 octobre 2023).

Il est vrai néanmoins que rien ne sera possible sans que la communauté internationale ne s'en mêle, et ne crée les conditions d'une négociation dont elle serait la garante. La France, plutôt que de continuer à s'engluer dans un discours inaudible, oscillant entre alignement sur les vues des États-Unis et rappel bien formel de sa fidélité aux résolutions onusiennes, aurait pour sa part les moyens de faire bouger les lignes. Son rayonnement dans cette partie du monde, le fait qu'elle possède les plus importantes populations juives ou d'origine arabe d'Europe, lui confèrent une responsabilité particulière. Elle pourrait la faire jouer en commençant symboliquement par reconnaître l'État de Palestine, comme elle eût dû le faire à la suite des votes de 2014 du Parlement français et de l'Assemblée européenne. Cette initiative serait susceptible de réunir autour d'elle les pays qui aspirent à mettre fin au bain de sang qui menace dorénavant d'emporter la planète dans la plus complète incertitude.

Après tout, la résolution que vient de défendre le Brésil au Conseil de sécurité, avant d'être bloqué par le veto américain, atteste que la diplomatie n'est nullement condamnée au néant qui la discrédite actuellement. Il est des temps où l'on ne doit pas manquer d'alimenter sa réflexion en allant puiser dans les débats du passé. Ainsi, bien que fort éloigné de la tradition progressiste ou anticolonialiste, le général de Gaulle fit-il preuve, dès 1956, d'une incontestable clairvoyance à propos du devenir de l'Algérie alors sous domination de la France : « L'Algérie ne forme pas encore un État mais elle constitue une nation. On ne peut pas tenir une nation par la force des baïonnettes » (cité par Franz-Olivier Giesbert, in *Le Sursaut, Histoire intime de la V^e République*, Gallimard 2021). Le constat n'aura cessé de se confirmer, jusqu'à nos jours. Le temps est compté pour agir, sauf à s'enfermer dans une impasse sans retour possible.



Christian_Picquet